

# Extrémismes : éduquer pour tenter d'éviter le pire

Chacun sait désormais qu'appliquer le principe « plus jamais ça » est un vœu pieux. Les génocides n'ont pas disparu après la Shoah. Pas plus que l'antisémitisme et les autres formes de racisme, d'extrémisme conduisant aux pires exactions. Les témoins disparaissent et les récits historiques ne suffisent plus à alarmer, à mettre en garde. « On a pensé que l'horreur à laquelle peut conduire le nationalisme, que les dangers de l'antisémitisme avaient diffusé suffisamment en profondeur dans les sociétés pour qu'elles soient immunisées. Mais il faut le réapprendre à chaque génération », constate Nikolaus Meyer-Landrut, ambassadeur d'Allemagne en France. Raison pour laquelle la Fondation du camp des Milles, en partenariat avec *Le Monde*, a choisi de débattre de « l'éducation contre les extrémismes », lors de la conférence organisée le 30 mai dans l'auditorium du *Monde*, à Paris.

Certes, l'histoire ne se répète pas à l'identique. Mais il y a des constantes qu'il est nécessaire d'identifier, comme « la perte de repères et les crises économiques, sociales, politiques et morales », à partir desquelles un engrenage se met en branle, conduisant au pire, estime Alain Chouraqui, président de la Fondation du camp des Milles et directeur de recherche émérite au CNRS. Car ces situations anxiogènes rendent les discours intégristes, pétris de fausses certitudes, d'autant plus attrayants pour certains. Or, la période est propice, avec une Europe « prise en tenaille entre deux extrémismes : islamisme radical, d'une part, et extrême droite nationaliste, d'autre part », précise M. Chouraqui.

## Sensibiliser les plus sceptiques

Eduquer, certes. Mais comment ? En conduisant ses élèves sur les lieux des crimes, estime Samia Essabaa, professeure d'anglais au lycée professionnel Théodore-Monod de Noisy-le-Sec, en banlieue parisienne. Non sans les avoir préparés à

l'avance, leur avoir fait rencontrer des témoins survivants. C'est ainsi qu'elle et d'autres enseignants arrivent à sensibiliser les plus réticents, les plus sceptiques de leurs élèves, qui, une fois convaincus, s'avèrent être les plus à même de transmettre le message auprès de leurs amis et parents. D'autant que, désormais, les responsables de ces lieux de mémoire sont nombreux à ne plus les considérer uniquement comme des vestiges historiques, mais aussi comme des endroits propices à la réflexion sur la responsabilité de chacun dans l'enclenchement des rouages de l'engrenage.

Benoît Falaize, inspecteur général de l'éducation nationale et professeur d'histoire-géographie, spécialiste de l'enseignement des questions sensibles et controversées, estime que, plus généralement, il faut « éduquer contre la haine, éduquer au respect des convictions de l'autre ». Sans pathos. Sans discours moralisateur. Mais en s'efforçant de faire ressentir aux élèves ce que d'autres vivent lorsqu'ils se retrouvent en situation d'exclusion, confrontés au racisme ou à la xénophobie. Parce que l'émotion est nécessaire à l'apprentissage.

Former à éduquer ainsi. Sur le fond, mais aussi sur la forme. Pour que ce beau principe républicain de laïcité soit connu et respecté de tous. ■

ANNIE KAHN

## L'éducation contre les extrémismes

Conférence-débat autour d'Alain Chouraqui, président de la Fondation du camp des Milles, Benoît Falaize, inspecteur général de l'éducation nationale, Nikolaus Meyer-Landrut, ambassadeur d'Allemagne en France, Noémie Michelin, militante associative, Hugues Renson, vice-président de l'Assemblée nationale.

30 mai, 18 heures - Auditorium du « Monde », 80, boulevard Auguste Blanqui, 75013 Paris.

Ces pages ont été réalisées dans le cadre d'un partenariat avec la Fondation du camp des Milles.

## Des voyages scolaires pour se souvenir et se construire

Pour les inciter à la tolérance, une enseignante d'un lycée de banlieue parisienne propose à ses élèves des visites de lieux de mémoire

### REPORTAGE

AUSCHWITZ, NOISY-LE-SEC (SEINE-SAINT-DENIS)  
- envoyée spéciale

Samia Essabaa, professeure d'anglais au lycée professionnel Théodore-Monod de Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis), en banlieue parisienne, organise très régulièrement des voyages pour les lycéens de cet établissement. La plupart d'entre eux sont immigrés, ou enfants d'immigrés, majoritairement de religion musulmane, comme elle. Son idée : inciter les élèves à la tolérance, voire rétablir des liens avec leur pays d'origine aussi, quand les déplacements ont lieu en Afrique ou dans les DOM-TOM. Et ainsi contribuer à construire leur culture, mais également déconstruire fantasmes et préjugés. Les voyages sont ponctués de visites dans des lieux de mémoire. Ce dimanche 11 février, elle accompagne une trentaine de

ses élèves à Berlin, visiter le Musée juif et le mémorial aux Tziganes victimes du nazisme.

Dans ce lieu situé dans un parc, autour d'un plan d'eau, deux lycéennes prennent spontanément la parole. Deux élèves plutôt réservées d'habitude, face à des camarades de « bac pro Maintenance des systèmes automatisés », des garçons essentiellement. Ce qui ne va pas de soi, explique Samia Essabaa : « Elles ont en général honte de prendre la parole. » Mais à cet instant, ces deux jeunes musulmanes – dont l'une porte le long vêtement noir traditionnel et n'enlève son voile qu'à l'intérieur du lycée – éprouvent le besoin d'évoquer le voyage qu'elles ont effectué huit jours auparavant, à Auschwitz, avec leur professeure également. Elles évoquent le processus de mort industriel, les baraques dans lesquels les juifs tentaient de survivre entassés, les marches dans le froid, la faim, l'extermination de tous, y compris enfants et vieillards. Les montages

de chaussures de bébés, de cheveux, d'objets de première nécessité arrachés aux déportés qu'elles ont vus dans le musée du camp. « Je me suis sentie très fière, car elles ont fait ça spontanément. Je ne leur avais rien proposé », se réjouit l'enseignante. En fin de journée, « douze gamins sont venus me voir. Ils m'ont remis la liste de leurs douze noms. Ils voulaient aller à Auschwitz », ajoute-t-elle.

### Le déclencheur du 11-Septembre

Nombreux sont ses anciens élèves qui l'aident à transmettre ce message de tolérance. Comme Arafat, originaire du Bangladesh, désormais titulaire d'un BTS et salarié d'une grande chaîne d'électroménager, qui accompagne le groupe à Berlin. Un exemple de réussite pour les élèves, d'autant plus convaincant. Arafat évoque cette rencontre avec une ancienne déportée dont il avait

fait la connaissance, lorsqu'il était au lycée, grâce à sa professeure d'anglais.

Celle-ci remue ciel et terre pour convaincre de l'utilité de ces voyages et trouver les moyens financiers nécessaires à leur réalisation. «*Le 11 septembre 2001 a été un déclencheur*, explique-t-elle. *Après la tragédie de New York, trois élèves de ma classe, pas affectés du tout, estimaient que le massacre ayant visé des financiers juifs et fortunés, il n'y avait pas lieu de s'alarmer. Je me suis dit que je ne voulais plus enseigner comme avant. Que faire cours n'était plus suffisant. Qu'il fallait lutter contre les préjugés, travailler sur les valeurs. Depuis, le lycée n'est plus le même.*»

Lors d'un voyage au Maroc, elle organise une rencontre entre les lycéens et un ancien tirailleur marocain ayant servi dans les Vosges lors de la seconde guerre mondiale. Il raconte les raisons de son engagement, évo-

que l'appel du sultan du Maroc, le futur roi Mohammed V, qui s'était opposé aux mesures antijuives décidées par le gouvernement de Vichy. «*Après ce genre de voyage sur leurs terres d'origine, les élèves changent parce qu'ils*

*deviennent fiers de leur histoire. Certains m'ont apporté les carnets militaires de leurs grands-parents*», poursuit l'enseignante. Autre effet bénéfique : ces déplacements créent des relations de confiance, améliorent la compréhension entre élèves et enseignants.

#### Des graines semées dans les esprits

Quelques mères d'élèves ont pris part au voyage lors du déplacement à Auschwitz. Dans la queue pour l'enregistrement du vol Roissy-Cracovie affrété par la Fondation pour la mémoire de la Shoah, à 5 heures du matin, Karma Boukhalfa, voilée, se demandait «*ce qu'[elle] faisait là*». C'est pourtant elle qui, ayant entendu parler du voyage par sa fille, a contacté la professeure pour savoir si elle pourrait y participer. Arrivée en France en 2006, cette assistante maternelle née en Algérie n'avait jamais entendu parler de la déportation des juifs, des camps d'extermination. En Algérie, les cours d'histoire font l'impasse sur cette période. Et les livres sur le sujet ne sont que depuis peu traduits en arabe grâce au Projet Aladin, organisation internationale basée à Paris.

Après le voyage, Karma Boukhalfa «*ne parlai[t] que de ça*». Être allée sur place l'a bouleversée. Elle transmet le message à ses autres enfants, encore en primaire, en les installant devant la télé pour qu'ils voient une émission sur la déportation des juifs programmée par Arte. «*Je veux transmettre à mes enfants que chacun a le droit de vivre comme il veut*», explique-t-elle.

La professeure éclaire ainsi les élèves, certains des parents et une partie du corps enseignant. Ces graines semées dans les esprits essaient. En ce début mai, quatre mois après leur visite dans ce camp de concentration et d'extermination, Shanel, Nerlande et Korja aimeraient retourner à Auschwitz avec des proches, sœurs, cousines, copines, «*pour qu'elles prennent conscience de ce qui s'est passé*», «*parce qu'aujourd'hui, il y a encore des génocides*».

De fait, racisme et xénophobie semblent quasi inexistantes au lycée Théodore-Monod de Noisy-le-Sec, où l'agressivité des garçons envers les filles préoccupe bien davantage le corps enseignant. ■

ANNIE KAHN

## Des femmes contre le racisme et l'antisémitisme

Aude de Thuin en est convaincue. Pour la fondatrice du Women's Forum, c'est par les femmes que l'éducation à la tolérance et au mieux vivre-ensemble se fera. L'association Langage de femmes, dont elle assure la présidence d'honneur, a été créée dans ce but, en début d'année, par Samia Essabaa, présidente de l'association et professeure d'anglais au lycée professionnel Théodore-Monod de Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis), Suzanne Nakache, vice-présidente, et Anne-Marie Revcolevschi, marraine de l'association et ex-directrice de la Fondation pour la mémoire de la Shoah. Leur projet : «*Créer, gérer, développer toutes actions dans l'objectif d'améliorer la compréhension mutuelle entre les femmes de cultures différentes et de tous horizons et de lutter contre le racisme et l'antisémitisme.*»

Simone Veil a été à l'origine de ce quatuor improbable. En 2011, elle incita Aude de Thuin à contacter Samia Essabaa. L'entente entre les deux femmes fut immédiate. Désormais, elles unissent leurs compétences et leurs réseaux. Aude de Thuin rameute ses «*amies*», dirigeantes, start-upeuses à succès, journalistes, artistes et leur demande de soutenir financièrement les voyages que Samia Essabaa organise pour ses élèves de milieu modeste, voire en situation de grande précarité. La première action de l'association fut d'organiser un voyage à Auschwitz, le 4 février, auquel ont participé 70 femmes de tous milieux sociaux, de toutes origines et de tous âges. D'autres voyages sont en préparation, ainsi que des conférences et des visites de lieux de mémoire.

# Le défi de parler aux jeunes générations

Alors que s'éteignent les derniers témoins de la Shoah et que progressent les populismes, le rôle éducatif des sites mémoriels est crucial

Aujourd'hui, ce sont les extrémismes identitaires, au pluriel, qui sont l'ennemi. Le djihadisme, les populismes prennent nos démocraties en tenailles. A partir de cette constatation, que fait-on, si ce n'est avant tout éduquer? Président-fondateur du site mémoriel du camp des Milles, dans les Bouches-du-Rhône, lieu d'internement et de déportation durant la seconde guerre mondiale, Alain Chouraqui n'a qu'un credo : «*La connaissance des mécanismes du passé est le principal rempart aux dérives autoritaires et aux discriminations qui mènent aux violences de masse.*»

Chaque année, 60 000 adolescents visitent

l'imposant site provençal d'où sont partis plus de 2 000 déportés et participent à des ateliers pédagogiques. «*La fréquentation des jeunes augmente de 30 % par an sur les trois dernières années. Le contexte politique au sens large, le bouche-à-oreille et le développement de partenariats avec des rectorats ou des collectivités qui financent les voyages expliquent cette hausse*», précise-t-il.

Eduquer, oui, mais comment ? Et comment allier mémoire et actualité sans se départir d'une approche scientifique ? Intéresser des jeunes générations à une histoire qui n'a touché directement ni leurs parents ni même, désormais, leurs grands-parents ? Ces questions

se posent dans tous les lieux mémoriels et nourrissent les débats au sein du réseau de 28 sites réunis autour de la chaire Unesco «*Education à la citoyenneté, sciences de l'homme et convergence des mémoires*», un pôle de recherches attaché à l'université d'Aix-Marseille et piloté par Alain Chouraqui.

«*Il y a beaucoup de tentatives pédagogiques différentes, mais toutes confirment une chose : l'énorme impact de l'authenticité d'un site sur les visiteurs. En étant confronté à un espace réel, on s'approche au plus près de l'irréfutable*», pose d'emblée Piotr Cywinski, directeur du Musée du camp d'Auschwitz. Chaque année, le site polonais est arpenté par deux millions de person-

nes, dont plus de la moitié sont des scolaires venus du monde entier. Comme les autres responsables de sites mémoriels, l'historien mesure la portée du temps : « Dans la dernière décennie, les groupes viennent de moins en moins souvent accompagnés de survivants des camps, ce qui est une évolution capitale. » « Il faut que nous réfléchissions avec les autres responsables des sites de mémoire à la place de la Shoah dans le cursus scolaire, poursuit-il. Elle a été un peu trop facilement rangée dans les livres d'histoire, et il y a un besoin de la replacer dans un schéma moral, éthique et civique. » A Auschwitz, un nouveau bâtiment consacré aux activités pédagogiques ouvrira en mars 2020. Parallèlement, le musée poursuit une politique « à destination de tous ceux qui ne peuvent se rendre jusqu'à lui », comme la définit Piotr Cywinski, en proposant des enseignements numériques sur Internet, en éditant le mensuel *Memoria*, téléchargé par 20 000 personnes chaque mois, ou en organisant des expositions itinérantes, comme celle qui se tient à Madrid jusqu'en juin.

#### « Des chemins communs de citoyenneté »

Pour Marzia Luppi, directrice de la Fondation du camp de Fossoli, situé en Emilie-Romagne d'où sont partis plusieurs milliers de déportés vers l'Allemagne, « trouver de nouvelles méthodes, ar-

penner les thèmes d'aujourd'hui pour impliquer ceux qui ne nous cherchent pas est une voie difficile, surtout si elle est menée dans l'isolement ». Sur ce site italien, 80 % des 30 000 visiteurs annuels sont des lycéens et des étudiants. Marzia Luppi considère le réseau lancé par le camp des Milles comme « une aide importante pour comparer et enrichir sa propre proposition culturelle pédagogique ». Mais elle y perçoit l'objectif plus crucial de « développer des chemins communs de citoyenneté et de cohabitation en dépassant les frontières nationales, et contrer efficacement les menaces des idéologies extrêmes ». Montée des mouvements néofascistes, rejet des migrants, l'Italie vit, comme beaucoup de pays d'Europe,

des crispations identitaires. « Les discours publics des politiciens et des médias n'aident pas à comprendre les phénomènes à l'œuvre. Tout cela génère une radicalisation et une fermeture de la société », analyse Marzia Luppi, pour qui la priorité vis-à-vis des jeunes générations est « d'en faire des observateurs critiques de leur présent et responsables de leurs choix ».

« Nous sommes déjà très loin du cours magistral, mais nous devons continuer à nous interroger, à faire évoluer la pédagogie pour mieux toucher ces générations, concède Jean-Louis Kérignard, responsable des formations de référents au camp des Milles. Sur les réseaux sociaux par

exemple, il faut pouvoir être présent avec notre voix. Sans se dévoyer ni se laisser noyer. » Pour projeter son message au plus près du terrain, le camp des Milles tisse également un réseau de référents dans des structures diverses. Corps constitués, compagnies de théâtres, centres sociaux... « Ils sont formés et outillés par nous, puis suivis pour construire une action dans la durée contre le racisme, l'antisémitisme. Ils nous soumettent des projets qu'on labellise et finance », précise Alain Chouraqui.

Basée à Toulouse dans le quartier du Mirail, Ilham Grefi est l'une de ses référents. Responsable de l'association Jeunesse Action Loisirs, cette ex-enseignante de 35 ans intervient au sein du collège Bellefontaine, établissement qui a vu passer Mohamed Merah, qui a tué, en 2012, sept personnes, dont trois élèves d'une école juive. « L'antisémitisme n'est pas une généralité dans ces quartiers, mais, après ces attentats, nous avons beaucoup de soucis entre les pro et les anti-Merah, explique Ilham Grefi. Depuis trois ans, j'amène ces enfants, pour qui la Shoah, les génocides sont des notions un peu fictives, au camp des Milles. Ils sont émus aux larmes et, au retour, racontent ce qu'ils ont vu au quartier. Grâce à ce travail, nous arrivons à faire comprendre que les Mohamed Merah ou les Amedy Coulibaly sont des monstres. » ■

GILLES ROF

## « L'urgence n'est pas le passé, mais bien le présent et l'avenir »

Pour l'historien Benoit Falaize, la lutte active contre les stéréotypes raciaux et antisémites, en déconstruisant la question des identités dès l'école primaire, est une priorité

### TRIBUNE

Après les appels ardents au « devoir de mémoire » des années 1980-1990, des réflexions pédagogiques sont venues alerter, à l'orée du millénaire, sur la difficulté à éduquer les adolescents par des références appuyées aux récits de massacres de masse, en espérant provoquer chez eux une « sidération de la mort ». Dire « Plus jamais ça ! » permet-il d'empêcher la pire d'advenir ? L'école sait les limites de cette pédagogie incantatoire. Les dernières années ont vu l'historiographie la plus pointue irriguer les ouvrages scolaires et les formations des enseignants. Bien sûr, il faut connaître l'histoire et avoir compris les mécanismes qui mènent à la tragédie. Bien sûr, le passé nécessite le souvenir et sa transmission. Pour autant, cela permet-il aux jeunes générations de s'inscrire dans une prise de conscience qui, au moment de prendre des décisions, et de résister, leur indiquera le chemin du refus de la barbarie ?

La question se pose à l'école, qui n'est pourtant pas en reste. La question des extrémismes est au cœur des programmes d'histoire, tant dans le primaire que dans le secondaire, et est également abordée en classe par la littérature, la philosophie, l'éducation morale et civique, parfois par l'histoire des arts et les multiples projets et réalisations d'élèves au sein du Cours national de la Résistance et de la Déportation, créé en 1961. L'héritage de haines et de guerres que nous a légué le XX<sup>e</sup> siècle et les extrémismes qui font l'actualité quotidienne du

XXI<sup>e</sup> ne nous donnent pas pour autant la clé, en matière d'éducation, pour savoir ce qu'il faut faire afin d'éviter ces drames. Deux préalables s'imposent dès lors.

Le premier est lié à l'enseignement d'histoire proprement dit. Même s'il ne peut être à lui seul le garant de la prévention des crimes à venir, il est au cœur de la transmission. Pour cela, introduire la complexité des périodes qui précèdent les tragédies, pour dire le terreau social d'où elles proviennent et réfléchir aux différents points de vue constitue la pratique ordinaire des professeurs d'histoire. Il faut aussi permettre d'aller sur les lieux mêmes (les camps, les lieux de mémoire). A condition, d'une part, d'avoir préparé le voyage en amont, afin que celui-ci ne tourne pas au « tourisme » de mémoire, et, d'autre part, de prévoir un aval pédagogique pour recueillir les paroles et les émotions des élèves, les réflexions historiques que ces visites inspirent, avec l'objectif de produire un travail d'explication et de prise de conscience. L'urgence n'est pas le passé, mais bien le présent et l'avenir.

#### Développement de l'empathie

Le second préalable relève de toutes les disciplines et de tous les enseignants. Une évidence d'abord : il faut que chaque adulte chargé d'élèves puisse incarner avec conscience les valeurs qu'il prétend enseigner. Plus largement, l'attention à chacun des élèves, avec patience et un respect profond, est déterminante. C'est aussi à cette condition d'exemplarité professorale que le développement de l'empathie peut être source de valorisation des aptitudes à relever ce qui appartient aux discours de haine ou de compréhension attentive de l'autre. C'est conduire une pédagogie tournée résolument vers la compréhension de l'autre, de ses émotions, de ses opinions, du sentiment de justice et d'injustice présent chez chacun des élèves.

Et c'est bien là l'enjeu : définir, en classe, une

pédagogie de l'anticipation, qui permette de travailler sur les signes premiers qui peuvent déboucher sur la haine extrême. Or Albert Einstein l'a dit : « Il est plus difficile de désagréger un préjugé qu'un atome. » Placer la lutte active et quotidienne contre les stéréotypes raciaux et antisémites doit être une priorité pour tout acteur de l'éducation, comme apprendre à déconstruire la question des identités avec les élèves, avant qu'elles ne deviennent meurtrières, pour paraphraser l'académicien Amin Maalouf.

Les programmes d'enseignement moral et civique obligent à inverser la logique pédagogique. Ils ne proposent pas aux élèves de recevoir un enseignement descendant, disant la morale et le mal à proscrire, du type « la violence c'est mal, le racisme c'est mal ! », dont on sait le peu d'efficacité depuis plus de vingt ans. Il s'agit plutôt d'éprouver ce que peuvent être les logiques d'exclusion et de rejet, préludes, dans l'histoire, aux extrémismes les plus dramatiques. Avec cette question d'engagement : « Dans une situation pareille, que ferais-tu ? » Car derrière l'engagement démocratique se joue celle de la responsabilité individuelle et collective que sanctionnerait ce constat tardif : « Nous n'avons pas été assez vigilants. »

L'enseignement doit pouvoir veiller à ce que la conscience morale et civique se construise par la perception éprouvée de ce qui est juste ou non, dès le primaire. Si le travail n'est pas fait le plus tôt possible, alors on s'engage à ne pas pouvoir rattraper des stéréotypes et des préjugés déjà très ancrés à l'âge de 12-13 ans. Cette politique éducative, d'une urgente nécessité, est sans ajournement possible. Elle est la garante de ce que nous voulons pour nos enfants, afin, aussi, de leur épargner l'expérience du pire. ■

Benoit Falaize est inspecteur général de l'éducation nationale et chercheur correspondant au Centre d'histoire de Sciences Po.